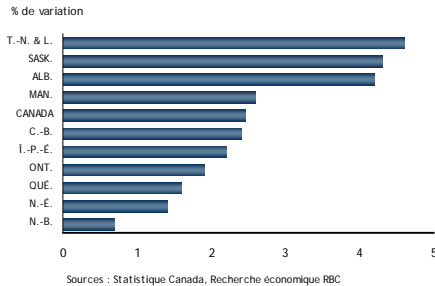
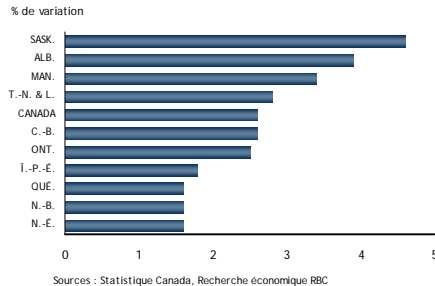


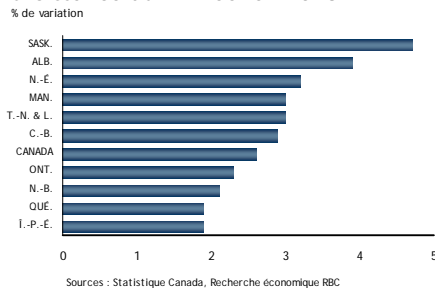
Croissance du PIB réel en 2011



Croissance du PIB réel en 2012



Croissance du PIB réel en 2013



Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Kirsten Cornelson
 Économiste
 416-974-8593
 kirsten.cornelson@rbc.com

L'Ouest se démarquera en 2012

- L'Ouest du Canada se classera au premier rang pour ce qui est de la croissance des provinces en 2012 ; une expansion robuste est prévue en Saskatchewan et en Alberta.
- Cette région du pays bénéficie grandement de l'essor des produits de base et des dépenses en immobilisations connexes. Elle sera aussi dans une très large mesure moins assujettie que d'autres à des contraintes budgétaires.
- Le raffermissement de l'économie américaine a élargi les perspectives de croissance de l'Ontario. Quant au Québec, son marché du travail éprouve des difficultés.
- La Nouvelle-Écosse profitera d'un bon coup de pouce en 2013.

La conjoncture mondiale se maintient

Les économies provinciales demeurent assujetties à de nombreux risques et défis ; toutefois, les nouvelles ont été encourageantes ces derniers mois. À l'échelle mondiale, il apparaît de plus en plus que la zone euro évitera un démembrement, puisque la crise de son secteur financier se stabilise et que le recul de l'économie semble à la fois limité et de courte durée. Le ralentissement de la Chine est en cours et tout se passe dans l'ordre. La croissance demeure donc malgré tout solide. Mais ce qui importe surtout pour le Canada, c'est que les données de l'économie américaine s'améliorent, particulièrement en ce qui a trait à l'emploi. En bref, nos activités de suivi indiquent que le contexte externe dans lequel évoluent les économies provinciales continue largement de favoriser la croissance, bien qu'à un rythme modeste.

Un contexte favorable aux produits de base.....

Le fait que la croissance mondiale soutenue continuera d'alimenter la demande de produits de base et, par conséquent, leurs prix revêt une importance particulière pour de nombreuses provinces. Sauf l'exception notable du gaz naturel et peut-être aussi des produits du bois, les prix des produits de base sont élevés d'un point de vue historique et nous prévoyons qu'ils le demeureront cette année et l'an prochain.

...qui privilégie l'Ouest du Canada

Les avantages pour certaines provinces de la robustesse des marchés des produits de base étaient évidents l'an dernier. L'ouest du pays et Terre-Neuve-et-Labrador, qui dépendent lourdement du secteur des ressources naturelles, ont connu une montée en flèche de leur croissance économique. Nous prévoyons des résultats généralement similaires cette année, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, où des arrêts temporaires des activités pétrolières extracôtières ralentiront sensiblement le rythme de la production.

La Saskatchewan prend la tête

Selon nos prévisions relatives au PIB réel des provinces en 2012, la Saskatchewan devrait prendre la tête (et enlever à Terre-Neuve-et-Labrador le premier rang qu'elle occupait l'an dernier), grâce à un taux solide de 4,6 %. Elle sera suivie par l'Alberta (3,9 %) et le Manitoba (3,4 %). Le Canada central, la Colombie-Britannique et le Canada atlantique progresseront modestement, à un rythme variant entre 1,6 % et 2,8 % ; toutefois, dans la plupart des cas, une telle croissance représentera une amélioration par rapport à 2011. Terre-Neuve-et-Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard font cependant exception dans ce groupe, puisque nous y prévoyons une baisse des rythmes. Nous maintenons nos prévisions de croissance pour le Québec par rapport à 2011 (1,6 %).

Les dépenses en immobilisations devraient augmenter dans la plupart des provinces

L'essor des produits de base constituera un facteur de différenciation clé du rendement des provinces. Nous pouvons le constater dans le rapport intitulé Investissements privés et publics au Canada : perspectives publié récemment par Statistique Canada. Ce rapport précise que des investissements soutenus dans les grands projets liés à l'énergie, aux mines et à la fusion contribueront à stimuler fortement les dépenses en immobilisations dans des provinces comme Terre-Neuve-et-Labrador, la Colombie-Britannique et l'Alberta. Ces investissements feront encore augmenter les dépenses de la Saskatchewan, qui se situe déjà à un niveau record.

Les restrictions budgétaires exercent des pressions sur la croissance dans les régions du Canada central et de l'Atlantique

La politique budgétaire constituera un autre facteur de différenciation. Compte tenu de l'ampleur inégale des déficits provinciaux et des différents échéanciers prévus pour les éliminer, nous entrevoions des restrictions budgétaires généralement plus rigoureuses dans le Canada central et le Canada atlantique que dans l'ouest du pays. Bien qu'elles soient nécessaires afin de rétablir la santé financière des provinces, de telles restrictions freineront davantage la croissance de ces provinces.

Le Québec se situe en queue de peloton

Toute impression que l'économie québécoise reprendrait le cap après avoir émergé de la récession de 2008-2009 avant la plupart des provinces s'est évanouie l'an dernier. L'évolution décevante du marché du travail et d'autres secteurs de l'économie durant les derniers mois de 2011 au Québec a assombri les perspectives de remontée de la croissance en 2012 par rapport au relâchement affiché en 2011. Nous prévoyons que la croissance économique demeurera derrière celle des autres provinces durant la présente année et qu'elle s'établira à 1,6 %, soit un rythme inchangé par rapport à 2011. Il s'agirait du plus faible résultat sur deux ans d'affilée des rendements autrement que dans le cadre d'une récession depuis les années 1995-1996. Nous prévoyons seulement une faible accélération à 1,9 % en 2013.

Culbute décevante du marché du travail

Nous devons admettre que nous avons été pris par surprise par la forte baisse subie par le marché du travail du Québec au cours des trois derniers mois de 2011. Bien que nous ayons remis en question à cette date l'an dernier la durabilité de la croissance soutenue des emplois affichée au début de 2011, nous avons été déçus par l'ampleur du ralentissement subséquent qui s'est traduit par la perte de 61 000 emplois entre octobre et décembre - une perte pratiquement aussi importante que celle observée durant toute la récession de 2008-2009 (64 000) dans la province. Cette détérioration rapide s'est répercutée sur le taux de chômage, qui a bondi à 8,7 % en décembre, soit à peine moins que le point culminant de 8,9 % atteint durant la récession. Nous sommes maintenant préoccupés par le fait que la détérioration des conditions du marché du travail pèsera sur les secteurs de l'économie tributaires de la consommation. Le gain d'emplois obtenu durant les deux premiers mois de 2012 (9 700) n'a pas suffi à améliorer de manière significative les perspectives à ce chapitre. Les récentes annonces de mises à pied dans des industries en vue, comme le secteur pharmaceutique, ne sont pas particulièrement de bon augure pour une reprise de l'embauche à court terme non plus. Nous prévoyons un taux de croissance des emplois d'à peine 0,2 % en 2012, soit bien moins que le taux moyen des cinq dernières années (1,1 %).

Entrée ratée en 2012

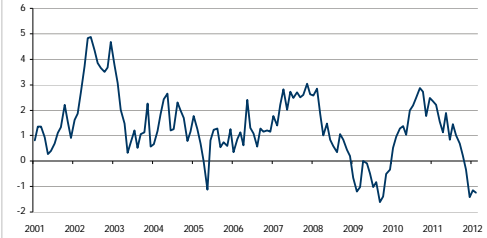
La récente série de données laissant voir un ralentissement considérable du PIB réel mensuel a aussi été préoccupante dernièrement. Selon des estimations de l'*Institut de la statistique du Québec*, le PIB réel de la province est demeuré stationnaire en octobre et en novembre 2011. À moins d'une intensification considérable du rythme en décembre, il se pourrait bien qu'il n'y ait aucune croissance au quatrième trimestre ou peut-être même un faible déclin. Des secteurs comme la construction résidentielle, la fabrication (notamment les métaux communs et l'outillage) et l'administration publique ont donné des signes d'essoufflement à la fin de l'an dernier. Ce décrochage de l'activité économique durant les derniers mois de 2011 fait suite à une légère contraction au deuxième trimestre et à une croissance minimale au troisième. Bref, l'économie du Québec montrait très peu de dynamisme, voire aucun, au passage à 2012.

Les investissements des entreprises se maintiennent

Toutefois, les investissements des entreprises continuent quant à eux à montrer des signes positifs pour 2012. Le plus récent sondage sur les investissements publics et privés de Statistique Canada révèle que les entreprises privées comptent accroître leurs dépenses en immobilisations non résidentielles de 8,5 % cette année, après les avoir fait bondir de 12,3 % en 2011. La presque totalité de cette augmentation aura lieu dans les secteurs des mines et des services publics. Le secteur public dégagera aussi un apport positif, alors que ses dépenses en immobilisations devraient progresser de 5,8 %, en hausse par rapport à 2,9 % l'an dernier.

Emploi au Québec

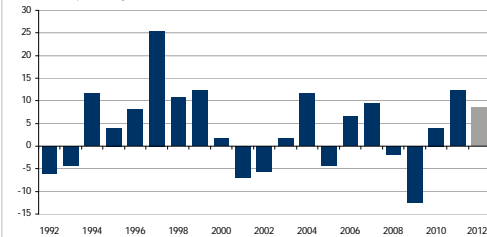
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Investissement privé non résidentiel au Québec

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

* Intentions.

Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	0,2	0,2	0,2	0,2
Emploi	0,2	0,1	0,0	0,1
Taux de chômage (%)	0,8	0,8	0,8	0,8
Ventes au détail	0,6	0,2	0,3	0,4
Mises en chantier (unités)	51 363	48 200	45 000	42 000
Indice des prix à la consommation	0,1	0,3	0,2	0,2

Robert Hogue
Économiste principal

Tableaux

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P
T.-N. & L.	6,1	4,6	2,8	3,0	3,4	2,7	1,4	1,9	14,4	12,7	12,1	11,1	3,6	3,5	3,4	3,5	4,6	4,9	4,0	4,7	2,4	3,4	2,1	2,1
Î.-P.-É.	2,6	2,2	1,8	1,9	3,0	1,9	1,7	1,2	11,1	11,4	11,1	10,4	0,8	1,0	1,0	0,8	5,2	6,4	4,1	3,9	1,8	2,9	1,9	2,1
N.-É.	1,9	1,4	1,6	3,2	0,2	0,1	1,1	1,9	9,3	8,8	8,5	8,0	4,3	4,7	4,5	4,6	4,6	3,4	3,5	4,0	2,2	3,8	2,0	2,2
N.-B.	3,1	0,7	1,6	2,1	-1,0	-1,1	0,7	1,0	9,3	9,5	9,4	8,9	4,1	3,2	3,1	3,2	4,9	4,9	3,2	3,7	2,1	3,5	2,0	2,1
QUÉ.	2,5	1,6	1,6	1,9	1,7	1,0	0,2	1,3	8,0	7,8	8,0	7,8	51,4	48,2	45,0	42,0	6,3	1,9	3,4	3,8	1,3	3,0	1,8	2,0
ONT.	3,0	1,9	2,5	2,3	1,7	1,8	1,0	1,4	8,7	7,8	7,8	7,5	60,4	67,7	62,3	59,0	5,4	3,0	3,7	3,9	2,4	3,1	1,8	1,9
MAN.	2,4	2,6	3,4	3,0	1,9	0,8	0,9	1,3	5,4	5,4	5,2	5,0	5,9	5,9	6,1	5,8	5,6	4,6	5,0	4,7	0,8	2,9	1,9	2,1
SASK.	4,0	4,3	4,6	4,7	0,9	0,3	1,7	1,9	5,2	5,0	4,8	4,6	5,9	7,2	7,6	7,9	3,1	8,5	5,9	6,5	1,3	2,8	2,4	2,6
ALB.	3,3	4,2	3,9	3,9	-0,4	3,8	3,1	2,5	6,5	5,5	4,8	4,5	27,1	25,5	30,0	32,5	6,0	7,0	6,5	6,3	1,0	2,4	2,0	1,8
C.-B.	3,0	2,4	2,6	2,9	1,7	0,8	1,4	1,5	7,6	7,5	6,7	6,6	26,5	26,4	26,8	27,0	5,3	2,3	4,2	4,4	1,4	2,3	1,6	1,3
CANADA	3,2	2,5	2,6	2,6	1,4	1,6	1,1	1,6	8,0	7,5	7,3	7,0	190	194	190	186	5,5	3,6	4,2	4,4	1,8	2,9	1,8	1,9

Québec

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	260 033	265 585	269 083	267 290	273 856	278 238	282 689	288 061
	évolution (%)	1,8	2,1	1,3	-0,7	2,5	1,6	1,6	1,9
Nombre d'emplois	en milliers	3 743	3 834	3 880	3 848	3 915	3 954	3 960	4 011
	évolution (%)	1,1	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,0	0,2	1,3
Taux de chômage	(%)	8,1	7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	8,0	7,8
Ventes au détail	en millions de dollars	86 505	90 406	94 806	93 740	99 631	101 515	104 966	108 950
	évolution (%)	4,9	4,5	4,9	-1,1	6,3	1,9	3,4	3,8
Mises en chantier	unités	47 877	48 553	47 901	43 403	51 363	48 200	45 000	42 000
	évolution (%)	-6,0	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-6,2	-6,6	-6,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,7	110,4	112,7	113,4	114,8	118,3	120,4	122,9
	évolution (%)	1,7	1,6	2,1	0,6	1,3	3,0	1,8	2,0

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

© Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.